

L'ACTU

EDITORIAL



L'année 2017 se présente à nous avec de belles perspectives et encore plus de challenges dans la lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme. Les trois subventions présentement actives venant à terme le 31 décembre 2017 et pour assurer la continuité de la lutte et la pérennité des acquis, le Fonds mondial a annoncé le montant de la cagnotte qu'il pourrait mettre à disposition de la Côte d'Ivoire, d'un montant global de 124 Milliards de Francs CFA. L'enveloppe des nouvelles subventions se présentant comme suit : 44 milliards

de FCFA pour le VIH/SIDA, 9 milliards pour la Tuberculose et 125 milliards pour le Paludisme.

Pour ce faire, en tant qu'Instance de coordination des subventions octroyées, nous avons organisé le 20 décembre 2016 à la salle des banquets du Ministère des Affaires Etrangères une réunion dénommée « Dialogue pays ». Elle est la première étape pour la mobilisation de la cagnotte annoncée par le Fonds mondial afin de pérenniser les acquis. Elle permet d'obtenir un consensus sur les subventions allouées à chaque pathologie afin de lancer le processus de rédaction des demandes de financement. Nous y avons enregistré la participation de 102 experts de plusieurs secteurs en particulier la société civile dont les ONGs identitaires, les bénéficiaires principaux publics et communautaires ainsi que leurs sous bénéficiaires. Le secteur public était présent avec le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique, le Ministère de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique (les UFR des sciences médicales, pharmaceutiques et biologiques.), les Ministères de l'Environnement et du Développement Durable, de la Défense, de la Famille de la Femme et de l'Enfant, de la Construction et de l'urbanisme. Les partenaires étaient aussi représentés avec le MSH et l'Agence Nationale du Développement Rural.

Cela nous a permis de réunir autour d'une table, tous les acteurs engagés dans la lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme pour décider au mieux à travers des échanges, des solutions pour maximiser l'impact et examiner les stratégies pouvant permettre d'atteindre les objectifs du pays.

En tant qu'Instance de coordination, l'occasion nous était donnée de présenter les différentes allocations octroyées par le Fonds mondial pour la période 2018-2020, pour la lutte et le renforcement du système de santé. Les modalités de soumission et le cycle de financement étant connu, démarrera dès la fin de ce dialogue pays l'élaboration des demandes de financements par pathologie dont la modalité de soumission et le cycle de financement sont connus. Et ce avec tous les acteurs afin d'identifier les stratégies à prendre en compte pour une efficacité de la lutte.

Osons donc dire que c'est ensemble que nous pourrons « permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge », comme le stipule l'objectif 3 du développement durable.

Dr OUATTARA N. Djénéba,
Présidente du CCM-CI

GRATUIT

UN AIR D'ACTUALITE

- PROJET OBSERVATOIRE REGIONAL COMMUNAUTAIRE DU TRAITEMENT (ITPC)
- ATELIER DE FORMATION EN GOUVERNANCE

PP.2-3

FOCUS

Dr MARGARIDA RODRIGUES,
3e vice-présidente du CCM-CI,
Responsable liaison PEPFAR/FM

D.4

NOUVELLES DES SUBVENTIONS

- Le point sur la demande de financement VIH
- Dialogue pays Tuberculose
- Dialogue pays Paludisme
- Mission GAS du Fonds mondial en CI
- Journée mondiale de lutte contre le Paludisme

PP.5-7

Le Fonds Mondial appuie la politique de gratuité du Ministère de la Santé et de l'hygiène publique pour le VIH/Sida, la Tuberculose et le Paludisme.



Photo de famille à l'issue de la présentation du projet ITPC

PROJET OBSERVATOIRE REGIONAL COMMUNAUTAIRE DU TRAITEMENT

La cérémonie de lancement

International Treatment Preparedness Coalition Global (ITPC Global) a fait son entrée dans le panel des organismes ayant accès aux financements du Fonds mondial de lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme grâce au projet intitulé «*Observatoire Régional Communautaire du Traitement*». Ce projet financé à hauteur de 2,3 Milliards de Francs CFA, s'étend sur la période allant de janvier 2017 à décembre 2019. Il concerne 11 pays de la sous-région ouest africaine que sont la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Ghana, la Guinée, la Gambie, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Mali, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo. Il est une réponse au renforcement du système de santé communautaire dans la sous-région Ouest Africaine. Il prend en compte le respect des droits de l'homme et du genre et favorisera l'accès aux ARV pour les personnes vivant avec le VIH (PVVIH) dans cette zone, par le suivi de l'approvisionnement régulier des centres de santé en médicaments. L'observatoire régional, concerne également la surveillance communautaire du traitement en Afrique de l'Ouest, qui promeut les communautés et réseaux de PVVIH et le second objectif des 3 fois 90 de l'ONUSIDA. Ce projet permettra de faciliter l'offre de traitement adéquat pour maîtriser la pandémie d'ici 2020 et l'éradiquer jusqu'en 2030. Le récipiendaire principal (RP) est ITPC Global, le sous-réceptaire (SR) ITPC Afrique de l'Ouest et les sous-sous-réceptaires (SSR) sont les 11 réseaux nationaux des PVVIH dans les 11 pays cibles.

Le lancement officiel des activités pour la mise en œuvre dudit projet s'est tenu le mardi 08 février 2017 dernier au Novotel Abidjan. A cette cérémonie étaient présents tous les acteurs impliqués dans la lutte contre le VIH/SIDA en Côte d'Ivoire. Madame Solange BAPTISTE, Directrice Exécutive de l'ITPC Global, a tout en remerciant l'assistance présenté à travers une mise en situation l'urgence de ce projet. Elle a par la suite présenté les représentants locaux de chaque pays bénéficiaire qui ont effectué le déplacement pour la circonstance. Selon Dr. Liliane KONAN, représentant le Ministre de la Santé et de l'Hygiène publique « Il est important que les organisations de la société civile s'impliquent à tous les niveaux car les données collectées sur les différents sites seront analysés et permettront de revoir les stratégies à mettre en place pour améliorer la qualité de soins »

Les projets régionaux

Le Fonds mondial de lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme accorde un intérêt aux notes conceptuelles et activités régionales. Les candidatures régionales, infrarégionales ou multi pays doivent couvrir des lacunes stratégiques communes à plusieurs pays, favoriser les interventions transfrontalières de lutte contre les maladies et combattre les obstacles structurels. Ces candidatures régionales doivent inclure des activités soutenant la pérennité des interventions ou fortement susceptibles d'obtenir des résultats viables.

La Côte d'Ivoire par son CCM est impliqué dans plusieurs projets régionaux. Parmi ceux-ci,

- la subvention régionale pour l'Afrique : "Supprimer les barrières légales" a pour but de renforcer l'environnement légal afin de réduire l'impact du VIH et de la tuberculose au sein des populations clés en Afrique. Le Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD), bénéficiaire principal de la subvention travaille en accord avec quatre organisations de la société civile ARASA, KELIN, SALC et ENDA Santé;
- un autre projet essentiel et pertinent dans le paysage de systèmes communautaires, est l'Organisation du Corridor Abidjan-Lagos (OCAL). OCAL est une initiative sous-régionale axée sur la prévention et la gestion du VIH/SIDA et les IST dans cinq pays transfrontaliers à savoir la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Togo, le Bénin et le Nigeria;
- la Côte d'Ivoire est également impliquée dans un projet régional sur la réduction des risques VIH/Tuberculose et autres co-morbidités et promotion des droits humains auprès des Consommateurs de Drogues Injectables (CDI) dans cinq (5) pays de l'Afrique de l'Ouest que sont le Burkina Faso, le Cap Vert, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau et Sénégal.

Il faut noter que des systèmes communautaires dédiés à l'amélioration de l'accès au traitement dans la région Ouest-Africaine existent, mais sont relativement à petite échelle et souffrent de l'absence d'une approche coordonnée. Les obstacles aux soins sont surtout liés à l'approvisionnement irrégulier en médicaments et amplifiés par des obstacles structurels comme les droits de l'homme et les inégalités de genre. Pour pallier à ce déficit, le projet dénommé Observatoire Régional communautaire du traitement a vu le jour. Au niveau de la Côte d'Ivoire, Dr. Alain MANOUAN dirige une équipe en constitution composée d'un effectif de huit (8) personnes.

Dr BOBY Bernadette, Chargée de programme RSS



Vue de certains participants à l'atelier

ATELIER DE FORMATION EN GOUVERNANCE

Fondé en 1971, Management Science for Health (MSH), est une organisation mondiale de la santé à but non lucratif qui utilise des approches éprouvées, développées depuis plus de 40 ans pour aider les dirigeants, les gestionnaires de la santé et les communautés dans les pays en développement à construire des systèmes de santé à fort impact. L'amélioration de la qualité, la disponibilité et l'accessibilité des services de santé font aussi partir de ses prérogatives. MSH travaille pour sauver des vies en réduisant l'écart entre les connaissances et l'action en santé publique.

Depuis 2008, à travers plusieurs projet dont le projet « Leadership, Management and Sustainability, (en abrégé LMS) » en Octobre 2011 « Leadership, Management and Governance, (en abrégé LMG) » à partir d'Octobre 2013, débuté en Côte d'Ivoire, Management Sciences for Health (MSH) renforce les capacités du CCM Côte d'Ivoire à mieux s'acquitter de ses fonctions conformément aux normes et aux règlements du Fonds mondial. LMG améliore la gouvernance du CCM Côte d'Ivoire et ses processus opérationnels pour assurer une mise en œuvre transparente, rationalisée et durable des activités. LMG développe également le leadership et la capacité de gestion du CCM Côte d'Ivoire à surveiller et à évaluer les performances des subventions, à harmoniser les activités avec d'autres intervenants clés, à mobiliser des ressources supplémentaires pour accompagner la lutte contre le VIH-Sida, la Tuberculose et le Paludisme dans le pays.

Le projet LMG est un projet de MSH financé par USAID/PEPFAR.

Dirigé par Docteur Antoine N'DIAYE, par ailleurs Directeur Pays de MSH Côte d'Ivoire, le projet LMG a accompagné le CCM Côte d'Ivoire dans le renforcement des capacités technique et opérationnelle à travers la dotation en matériels informatiques et bureautique, matériels et mobiliers de bureau et une assistance technique permanente de qualité assurée par un Conseiller

Technique, Monsieur ABOUO Raoul. Ainsi le projet appuie le CCM pour se doter d'outils appropriés et de ressources nécessaires pour conduire à bien ses missions. C'est dans ce cadre de renforcement de capacités institutionnelles qu'un « Séminaire de formation en gouvernance » a été organisé par le projet LMG du 5 au 9 décembre 2016 à NSA Hôtel de Grand-Bassam.

Cette formation était destinée au personnel du Secrétariat permanent et aux Réseaux des Organisations de la Société Civile (OSC), membres du CCM Côte d'Ivoire.

Les principes et pratiques de Gouvernance suivants ont été administrés :

- Renforcement de la responsabilité,
- Engagement des parties prenantes,
- Établissement d'une orientation stratégique commune,
- Bonne gestion des ressources,
- Amélioration continue de la gouvernance et utilisation du model de défi.

Ce processus s'est déroulé en 4 étapes à savoir la formation des formateurs, la formation des leaders des OSC, la présentation des résultats de la mise en œuvre des plans d'amélioration et enfin le Coaching régulier des OSC. Tout ceci était en complément au diagnostic institutionnel des mécanismes de gestion des Réseaux des Organisations de la Société Civile (ROSC), diligenté par le projet LMG, à la demande du CCM et exécuté par le Cabinet partenaire Global Challenge Corporation (GCC CI).

L'atelier a permis à chaque organisation participante de toucher aux véritables problèmes de leur structure, de relever des actions à mener pour une bonne gouvernance, d'identifier d'éventuels obstacles et proposer des pistes de solutions

L'appropriation des pratiques de gouvernance aidera à amorcer des changements et suivre leur impact au cours du temps. Sans aucun doute, il permettra d'améliorer la mobilisation et la gestion des ressources ainsi que la confiance des bailleurs.

YAPI Dorotheé, Responsable service communication



Dr RODRIGUES MARGARIDA, 3e vice-présidente du CCM-CI

Dr. **RODRIGUES Margarida Cunha** est au CCM Côte d'Ivoire depuis le 25 janvier 2016 où elle possède la double casquette de «Responsable liaison PEPFAR-Fonds mondial» et de 3ème Vice-Présidente du CCM Côte d'Ivoire en tant que représentante du PEPFAR.

Pour mieux la connaître, retour sur la carrière de l'experte en santé publique.

Après des études secondaires en Angola son pays natal, Margarida RODRIGUES bénéficie en 1991 d'une bourse, pour des études en sciences biomédicales, à savoir la biologie cellulaire et l'interaction hôte-parasite, l'immunologie et la biologie moléculaire à l'Université de Porto au Portugal.

Pour sa thèse de 3ème cycle universitaire, elle s'intéresse à la thématique paludisme, problème majeur de santé dans son pays natal. sa recherche est principalement axée sur la riposte mitogénique des cellules B au Plasmodium. Elle étudie des molécules hôte qui agissent comme récepteurs du parasite Plasmodium, avec une vision sur son utilisation comme potentiels cibles des traitements antipaludiques.

A la clé, elle obtient son PhD en Sciences Biomédicales en Mars 2007 avec six publications dans des revues scientifiques à son actif.

Le 2 avril 2007, retour aux sources pour la capitalisation de ces acquis, au bénéfice des populations locales. Elle occupe un poste

stratégique au PNUD en Angola pour la coordination de la subvention paludisme financée par le Fonds mondial. Dans ce cadre, elle travaille pour la mise à échelle du diagnostic microscopique, l'introduction, des test rapides pour le paludisme, la distribution des moustiquaires imprégnées d'insecticide, la mise à échelle du Coartem (combinaison arthemeter/lumefantrine) et la mise en œuvre des systèmes de collecte et la gestion des données de qualité.

Par la suite, elle rejoint le Centre de Contrôle et Prévention des maladies des Etats Unis (CDC) en qualité de Conseiller Senior de laboratoire où débute son expérience avec le PEPFAR. Elle a pour mission l'appui technique au Gouvernement d'Angola dans les matières relatives aux laboratoires et mise en œuvre des réseaux de laboratoires, le développement et la mise en œuvre du premier pilote de diagnostic précoce de l'enfant exposé au VIH, d'un système de surveillance pour la grippe avec l'établissement d'un laboratoire de biologie moléculaire de référence et des sites sentinelles aux hôpitaux, d'un programme d'amélioration des systèmes de gestion de laboratoires pour l'accréditation et aussi d'un programme de contrôle de la qualité des tests rapides pour le VIH. Pendant cette période, Dr. RODRIGUES a coordonné avec l'Institut National de Santé Publique tous les aspects laboratoire des deux

études nationales de séroprévalence : incidence et résistance transmise du VIH.

Pour des raisons familiales, elle débarque finalement en Côte d'Ivoire. En 2014, elle officie au PEPFAR, comme gestionnaire du programme VIH du Département de Défense des Etats Unis, en appui au programme VIH du Ministère de la Défense en Côte d'Ivoire, focalisée sur le dépistage du VIH et le lien au traitement, le renforcement des laboratoires et du système d'information stratégique.

Depuis janvier 2016, elle assure la liaison entre le PEPFAR et le Fonds mondial, qui est un rôle de coordination et d'appui technique pour maximiser l'alignement entre les subventions PEPFAR et Fonds mondial, principaux accompagnateurs dans la lutte contre le VIH/SIDA en Côte d'Ivoire. Au sein du CCM Côte d'Ivoire elle occupe également le poste de Présidente du comité de suivi VIH/SIDA et entretient des rapports conviviaux avec ses collaborateurs.

Née en Angola, de père Angolais et de mère Portugaise, elle parle le portugais sa langue natale, l'anglais et s'exerce à parler couramment le français.

SEA Anne-Lise, Chargée de communication



Vue des participants à l'élaboration de la demande de financement VIH

LE POINT SUR LA DEMANDE DE FINANCEMENT VIH

Depuis le mardi 21 mars 2017, le CCM-Côte d'Ivoire par le biais du comité VIH/SIDA a amorcé un virage important dans le processus de rédaction de la demande de financement en organisant le « Dialogue Pays », pour la composante VIH/SIDA, élément central de la procédure de candidature dans le Nouveau Model de Financement. Il a enregistré 63 participants et une délégation de l'équipe pays du Fonds mondial en mission dans cette période. Ce fut le cadre pour le lancement officiel du processus de rédaction de la Note Conceptuelle (NC) dont la version finale sera soumise au Fonds mondial le 23 mai 2017. Notons que pour la période 2018-2020, c'est un montant de 43 Milliards de F CFA qui a été octroyé à la Côte d'Ivoire pour la lutte contre le VIH.

A l'avancement vers les 90-90-90 et en prenant



Dr COULIBALY Madiara (ALLIANCE CI) collant une affiche de sensibilisation sur la Tuberculose dans un mini car

DIALOGUE PAYS TUBERCULOSE

Le mercredi 15 Février 2017 le CCM Côte d'Ivoire a organisé dans sa salle de conférence, la réunion du dialogue pays pour le volet Tuberculose. En effet, les subventions en cours s'achevant le 31 décembre 2017, il était donc nécessaire pour la Côte d'Ivoire à travers son CCM de soumettre une demande de

en compte la politique du « Tester et Traiter » les projections montrent en fin 2017, que 82% des Personnes Vivants avec le VIH (PVVIH) seront diagnostiquées, 52% des PVVIH seront sous traitement ARV et 42% des PVVIH en suppression virales.

En réponse à la complémentarité des financements, il s'agira de s'assurer que les interventions sur l'ensemble du territoire se feront de façon complémentaires et sans duplication. Le statut des Agent de Santé Communautaire (ASC) reste une préoccupation. Des réflexions sont menées sous le lead de la Direction de la Santé Communautaire et de la Médecine de Proximité (DSCMP). Le modèle d'implication communautaire qui sera choisi va déterminer le type d'ASC. Des documents et normes ont été élaborés à cet effet et permettront de préciser la condition des ASC. Par ailleurs, l'utilisation des Fonds catalytiques a bien été approuvée par les participants. « Oui » pour les fonds liés aux populations clé et au droit humain. Celui relatif à l'amélioration de la gestion des données devra être examiné par la Direction Générale de la Santé (DGS) pour les questions de Renforcement du Système de Santé (RSS).

Le CCM-Côte d'Ivoire, a, pour terminer invité les uns et les autres à plus d'implication afin de produire une NC de qualité qui reflète les besoins prioritaires des populations et qui répondre aux exigences du bailleur.

Dr OUATTARA Sanga M., Chargé de programme VIH

financement couvrant la période 2018- 2020 pour la Tuberculose conformément aux directives du Nouveau Modèle de financement du Fonds mondial au plus tard le 20 mars 2017, période choisie par le pays.

Cette rencontre a été participative, inclusive et permis d'informer les acteurs sur le processus de la nouvelle demande de financement ainsi que l'enjeu des subventions. Elle a enregistré la participation de 33 personnes issues du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique (DGS, DPPEIS, PNLT, PNN), du Ministère de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique (IPCI), de la société civile (APROSAM, Foyer du Bonheur, UNICO, ROLPCI, ALLIANCE Côte d'Ivoire, COLTMR, CARITAS) et des partenaires (Médecins du Monde).

Au cours de ce dialogue pays, quatre communications ont été faites :

- 1) La présentation de la modalité de la demande de financement qui rappelait les fenêtres de soumission et le montant alloué à la lutte contre la tuberculose d'un montant global de 8.131.305.152 f CFA pour les deux ans (2018- 2019) ,
- 2) La présentation des axes prioritaires qui montraient la vision, les objectifs et les principales activités contenues dans le projet selon le plan stratégique national (PSN).

3) La présentation du contexte de la tuberculose en Côte d'Ivoire, le but et les objectifs du programme, les dispositifs de mise en œuvre, les résultats et analyse, le point financier et les recommandations du dialogue pays communautaire. Et enfin

4) La présentation des résultats préliminaires de Médecin du Monde (MdM) de l'enquête sur l'incidence de la Tuberculose chez les usagers de drogue (UD) à Abidjan. Cela a montré le contexte, les sites et les résultats préliminaires de l'étude. Cette étude était conduite par MdM en collaboration avec le PNLT et avec le concours financier du Fonds mondial et d'initiative 5%.

Les résultats préliminaires ont montré une prévalence importante de la tuberculose parmi les UD (plus de 50 fois celle de la population générale).

Après ces communications, les échanges ont permis

de connaître l'environnement du financement, de comparer les résultats de l'étude sur l'utilisation de tests statistiques à celles déjà réalisées, de répondre au souhait des participants de faire l'extension de la prise en charge des UD à l'intérieur du pays et d'éclairer les participants sur le problème de la stratégie d'ALLIANCE, basée en grande partie sur la contribution des infirmiers vu le niveau de démotivation très élevé de ces derniers dans l'exécution des activités de lutte contre la tuberculose. Après quoi, les différentes étapes du processus de rédaction de la demande ont été présentées.

Dr MONAN Francis, Chargé de programme Tuberculose



Elèves défilant à l'occasion de la JMLP 2017

DIALOGUE PAYS PALUDISME

Dans le processus d'élaboration de la demande de financement et conformément aux directives du Fonds mondial, le CCM-Côte d'Ivoire a organisé deux dialogues pays pour le volet Paludisme. Ces rencontres qui étaient participatives, inclusives et multisectorielles ont permis d'informer et de recueillir les avis et suggestions de tous les acteurs impliqués dans la lutte contre le Paludisme sur le processus de la nouvelle demande de financement.

Le premier, dénommé dialogue communautaire s'est tenu le mardi 07 février 2017. Il avait pour objectif de renforcer la contribution des organisations de la société civile dans la mise en œuvre des interventions au niveau communautaire. Au cours de cette rencontre, deux présentations ont été faites :

- le cadre de mise en œuvre des interventions à base communautaire au cours de laquelle le Plan Stratégique de la Santé Communautaire a été présenté. Ce document cadre régit l'activité des agents de santé communautaire.
- la revue de la mise en œuvre du projet au niveau communautaire. Cette revue à mi-parcours a permis de faire l'état des lieux de la mise en œuvre du volet communautaire. La présentation a révélé le niveau de réalisation des indicateurs contractuels et

les difficultés rencontrées mais surtout a proposé des solutions pour lever les difficultés rencontrées.

Également, cette rencontre a permis l'identification des contributions clés envisageables au niveau de la société civile et de la recherche opérationnelle c'est-à-dire identifier les barrières à l'accès aux services de santé.

Le deuxième dialogue pays s'est tenu le mardi 14 février. Il avait pour objectif d'échanger, avec les parties prenantes, sur les axes prioritaires de la stratégie, de recueillir leurs avis et suggestions et de présenter les prochaines étapes du processus de demande de financement. Au cours de cette rencontre, plusieurs communications ont été faites. La 1ère présentation a porté sur les orientations de la demande de financement. Cette demande s'inscrit dans le cadre d'une continuation de programmes, c'est-à-dire les activités mises en œuvre dans la Note Conceptuelle et les stratégies de mise en œuvre de la note conceptuelle 2015 2017 seront reconduites. Puis elle a rappelé les fenêtres de soumission et le montant alloué à la lutte contre le paludisme d'un montant global d'environ 72 milliards de Francs CFA.

La seconde présentation a concerné les axes d'interventions prioritaires. Pour cela le Directeur Coordonnateur du PNLP a indiqué que pour le besoin de la demande de financement, le PSN 2012-2015 révisé a été extrapolé jusqu'en 2020. Il a ensuite rappelé la vision, les objectifs et les orientations stratégiques dudit document, avant d'indiquer les interventions clés du programme. Il a été présenté les 6 sections qui composent la demande de financement. A ces sections, s'ajoute une annexe qui est consacrée à la participation des populations-clés et vulnérables. La Directrice du projet, pour le volet communautaire, a communiqué sur les axes d'interventions prioritaires avant de présenter les recommandations découlant du dialogue communautaire.

Dr GBANE Anzata, Chargée de programme Paludisme



Vue de l'entrepôt WIB de la NPSP

MISSION GAS DU FONDS MONDIAL EN CI

Le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique (MSHP) avec l'appui technique et financier de ses partenaires traditionnels que sont l'USAID/PEPFAR, le Fonds mondial, l'UNFPA, l'OMS...s'est doté d'un Plan National Stratégique de la Chaîne d'Approvisionnement (PNSCA) 2016-2020 qui vise à améliorer la disponibilité et l'accessibilité des médicaments et intrants stratégiques de qualité à l'ensemble des clients des établissements sanitaires publics de Côte d'Ivoire.

Dans le souci de comprendre les défis des équipes logistiques centrales et décentralisées, chargées de la gestion de ces médicaments et intrants stratégiques, une équipe de deux spécialistes en Gestion des Achats et des Stocks (GAS) du Fonds mondial était à Abidjan du 26 au 30 Mars 2017. Ils étaient accompagnés dans cette mission par le Chargé de programme GAS du CCM-Côte d'Ivoire et par un expert GAS du LFA.

Plusieurs rencontres ont meublés cette mission ; il y a eu :

- une visite de site au CAT de Treichville
- une séance de travail avec les Pharmaciens responsables GAS des principaux bénéficiaires gouvernementaux du Fonds mondial (PNLP, PNLS et PNLT)
- une séance de travail avec le Directeur Général de la centrale d'Achat (NPSP) et son équipe
- une séance de travail avec la Commission Nationale pour la Coordination des Approvisionnements en Médicaments essentiels et produits de santé stratégiques en Côte d'Ivoire (CNCAM), en présence du Directeur Coordonnateur du Programme National de Développement de l'Activité Pharmaceutique (PNDAP)

- une séance de travail avec le pharmacien de région et les pharmaciens de Districts de la région d'Abidjan 2 (en présence du Directeur Régional de la Santé et de l'hygiène Publique d'Abidjan 2)

Cette mission du Fonds mondial était aussi l'occasion de présenter le nouveau spécialiste GAS en charge de la Côte d'Ivoire, en la personne de Dr NYILIGIRA Eric qui remplace Dr. M. ALEXEI, Responsable GAS sortant.

Le nouveau responsable GAS Côte d'Ivoire, a exprimé sa satisfaction de voir les atouts du système logistique national qui sont entre autres, la présence de pharmaciens spécialistes du médicament à chaque niveau de la chaîne d'approvisionnement c'est-à-dire aussi bien au niveau central, régional, qu'au District. Il a aussi apprécié l'outil e-SIGL de rapportage et de commande électronique en ligne, utilisé pour les transmissions d'informations logistiques entre les structures déconcentrées et la centrale d'achat.

Il a noté les défis qui se présentent au système logistique ivoirien que sont :

- le défi de la bonne estimation des quantités de médicaments et intrants à commander et la stricte surveillance des plans d'approvisionnement de ces médicaments et intrants. Cela permettra d'éviter les ruptures des produits des programmes au niveau de la NPSP.

- le défi de l'exactitude des données logistiques et la disponibilité en temps réelle de l'information sanitaire pour une bonne quantification.

Ils sont la cible permanente de la CNCAM qui regroupe en son sein, les organes clés du Ministère de la Santé avec à sa tête la Direction Générale de la Santé (DGS) qui couvre les Directions départementales et régionales.

C'est ensemble, avec l'engagement de toutes les parties prenantes que ces défis seront relevés pour le grand bonheur de la population ivoirienne.

La séance de travail à la NPSP a fait suite à une visite guidée de ses entrepôts notamment du WIB (Warehouse-In-a-Box), cofinancé par l'USAID/PEPFAR et le Fonds mondial.

C'est au cours d'une séance de débriefing que l'équipe GAS du Fonds mondial a exprimé sa satisfaction et ses remerciements au CCM-Côte d'Ivoire et au LFA pour leur contribution à la réussite de cette mission. L'équipe Fonds mondial a pris congés de la Côte d'Ivoire le Jeudi 30 Mars à 16h30.

Dr KROA Sem, Chargé de programme GAS

Le Fonds Mondial appuie la politique de gratuité du Ministère de la Santé et de l'hygiène publique pour le VIH/Sida, la Tuberculose et le Paludisme.

Soyons tous impliqués dans la lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme **Page 7**

- **16 – 20 Janvier**, mission équipe pays du Fonds mondial
- **16 – 25 Janvier**, mission sur l'auto-évaluation du CCM-CI (EPA)
- **25 Janvier**, Assemblée générale de restitution de la mission EPA
- **14 Février**, Dialogue pays Paludisme
- **15 Février**, Dialogue pays Tuberculose
- **20 – 23 Février**, mission du Secrétaire Permanent en Ouganda sur la demande de financement Paludisme
- **15 Mars**, réunion de concertation pour le démarrage des activités du RSS dans les nouvelles demandes de financement
- **16 Mars**, Assemblée générale extraordinaire sur les demandes de reconduction Paludisme et Tuberculose
- **16 – 18 Mars**, atelier de finalisation de la demande de financement Paludisme à Mantchan Hôtel Grand – Bassam
- **24 Mars**, Célébration de la Journée mondiale de lutte contre la Tuberculose à la Mairie d'Abobo
- **27 – 30 Mars**, mission de l'équipe pays GAS du Fonds mondial
- **20 -25 Mars**, mission de l'équipe pays du Fonds mondial sur le suivi des programmes et des dossiers en cours

Bulletin d'informations de l'Instance de Coordination Nationale du Fonds Mondial de lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme (CCM-CI)

Situation géographique

Abidjan Cocody Riviera Golf,
face Lycée Maurice Delafosse
village 24 villa 113.

Adresse postale :01 BP 13154 Abidjan 01

E-mail : secretariat@ccm.ci

Téléphone : +225 22 43 94 01/+225 22 43 93 98

Rédactrice en chef

Dr OUATTARA N. Djénéba

Rédacteurs

YAPI Dorothée

SEA Anne Lise

Dr BOBY Bernadette

Dr GBANE Anzata

Dr KROA Sem

Dr MONAN Francis

Dr OUATTARA Sanga

Conception graphique

SEKA Jean-philippe

**NOS REMERCIEMENTS AU PEPFAR ET
À MSH POUR L'APPUI FINANCIER ET
TECHNIQUE, À L'ÉDITION DU BULLETIN**



Pour télécharger le bulletin au format pdf rendez-vous sur le site internet www.ccm.ci dans votre navigateur internet ou en scannant le code QR (Quick Response) ci-contre avec votre téléphone mobile.

(Pour lire les codes QR, vous devez télécharger et installer un lecteur de code QR en vous rendant sur Google Playstore pour les détenteurs de téléphones android ou sur Apple store pour les détenteurs de Iphone ou Ipad)



 **Le Fonds mondial**
De lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme
CCM-COTE D'IVOIRE